



**Rapport de l'expert comptable  
sur les comptes de l'exercice 2006**

**Monsieur le Directeur**  
OIML  
11 rue Turgot  
75009 PARIS

**Rapport de l'expert comptable  
sur les comptes de l'exercice 2006  
de l'Organisation Internationale de Métrologie Légale**

Monsieur le Directeur,

Conformément à l'Article 21 du règlement financier révisé de l'Organisation Internationale de Métrologie Légale et à notre lettre de mission du 13 mars 2007, nous avons audité les états financiers de l'OIML au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2006, tels qu'ils sont joints au présent rapport et se caractérisant par les données suivantes :

- Total du bilan : 1 772 878 euros (6 409 069 F.O.)
- Résultat de l'exercice : -242 190 euros (813 186 F.O.)

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces comptes, sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit. Ces normes requièrent la mise en œuvre des diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues

... /

pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que notre audit constitue une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, les états financiers, dans tous leurs aspects significatifs, donnent une image fidèle de la situation financière de l'OIML au 31 décembre 2006 ainsi que du résultat de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables applicables au secteur public (normes IPSAS) et au règlement financier révisé.

Fait à Chatou, le 10 mai 2007

**Frédéric LAFAY**



Expert Comptable  
Associé



*Comptes annuels de l'exercice clos le*

*31 décembre 2006*

## Sommaire

	<b>Pages</b>
<b>1. Etat de la situation financière au 31 Décembre 2006</b>	<b>3</b>
<b>2. Etat de la performance financière 2006</b>	<b>4</b>
<b>3. Notes annexes</b>	<b>5</b>
REGLES ET METHODES COMPTABLES	
NOTES SUR LE BILAN	<b>10</b>
NOTES SUR LE RESULTAT	<b>15</b>
<b>4. Variation des capitaux propres</b>	<b>17</b>
<b>5. Tableau des flux de trésorerie</b>	<b>18</b>

## 1. Etat de la situation financière au 31 décembre 2006

ACTIF	31-déc-06		31-déc-05	
	€	F.O	€	F.O
<b>Actifs à court terme</b>				
Disponibilités	1 024 916	3 705 141	1 189 182	4 298 973
Créances Etats membres	373 538	1 350 365	320 683	1 159 291
Autres créances	28 101	101 586	30 816	111 402
Charges constatées d'avance	7 420	26 824	5 432	19 637
<b>TOTAL (I)</b>	<b>1 433 975</b>	<b>5 183 916</b>	<b>1 546 113</b>	<b>5 589 303</b>
<b>Actifs à long terme</b>				
Immobilisations financières	75 100	271 492	72 365	261 604
Immeubles et aménagements	8 756	31 654	10 101	36 516
Agencements	143 517	518 824	134 685	486 895
Matériel de bureau et informatique	89 593	323 885	60 919	220 226
Mobilier	21 936	79 300	21 936	79 300
Logiciels	0	0	2 364	8 546
<b>TOTAL (II)</b>	<b>338 902</b>	<b>1 225 154</b>	<b>302 370</b>	<b>1 093 088</b>
<b>TOTAL GENERAL (I à II)</b>	<b>1 772 877</b>	<b>6 409 069</b>	<b>1 848 483</b>	<b>6 682 391</b>

PASSIF	31-déc-06		31-déc-05	
	€	F.O	€	F.O
<b>Passifs à court terme</b>				
Etats membres - avances	36 517	132 011	50 871	183 902
Autres dettes	95 254	344 350	77 853	281 444
Partie à court terme des emprunts	0	0	63	228
<b>TOTAL (I)</b>	<b>131 771</b>	<b>476 361</b>	<b>128 787</b>	<b>465 574</b>
<b>Passifs à long terme</b>				
Avantages au personnel	1 575 800	5 696 623	1 412 200	5 105 197
Autres provisions				
<b>TOTAL (II)</b>	<b>1 575 800</b>	<b>5 696 623</b>	<b>1 412 200</b>	<b>5 105 197</b>
<b>Actif net / Situation nette (III = Actif- I - II)</b>	<b>65 306</b>	<b>236 086</b>	<b>307 496</b>	<b>1 111 620</b>
Apports en capital	55 324	200 000	55 324	200 000
Réserves	252 172	911 619	484 190	1 750 381
Résultat	-242 190	-875 532	-232 018	-838 761
<b>Total actif net (IV)</b>	<b>65 306</b>	<b>236 087</b>	<b>307 496</b>	<b>1 111 621</b>
<b>Solde net (III-IV)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## 2. Etat de la performance financière 2006

	31/12/2006 (normes IPSAS)		31/12/2005 (normes IPSAS)	
	€	F.O	€	F.O
<b>PRODUITS EXPLOITATION</b>				
Participation contributive Etats Membres	1 298 880	4 695 539	1 285 960	4 648 832
Autres produits opérationnels	139 943	505 904	232 385	840 089
<b>TOTAL PRODUITS EXPLOITATION (I)</b>	<b>1 438 823</b>	<b>5 201 443</b>	<b>1 518 345</b>	<b>5 488 921</b>
<b>CHARGES EXPLOITATION</b>				
Rémunérations, salaires et avantages du personnel	1 031 988	3 730 707	927 564	3 353 206
Fournitures et consommables utilisés	388 285	1 341 331	590 838	1 463 803
Dotations aux amortissements et dépréciation	273 829	989 909	214 881	776 809
Autres charges opérationnelles	3 349	12 106	38 452	139 006
<b>TOTAL CHARGES EXPLOITATION (II)</b>	<b>1 697 451</b>	<b>6 074 053</b>	<b>1 771 734</b>	<b>5 732 823</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (III=I-II)</b>	<b>-258 628</b>	<b>-872 610</b>	<b>-253 389</b>	<b>-243 902</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	16 438	59 424	21 371	77 257
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	0	0	0	0
<b>TOTAL DES PRODUITS / CHARGES NON OPERATIONNEL(LE)S (IV)</b>	<b>16 438</b>	<b>59 424</b>	<b>21 371</b>	<b>77 257</b>
<b>SOLDE NET DE L'EXERCICE</b>	<b>-242 190</b>	<b>-813 186</b>	<b>-232 018</b>	<b>-166 645</b>

### 3. NOTES ANNEXES

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2006 au 31/12/2006.

L'arrêté des comptes a été fait par le président du Bureau en date du 3 mai 2007 conformément aux dispositions de l'article 20 du règlement financier révisé de l'OIML.

Les documents de synthèse annuels établis conformément à l'annexe 3 du règlement financier révisé de l'OIML comprennent les états financiers suivants : bilan , compte de résultat, notes annexes aux états financiers, tableau de flux de trésorerie, tableau de variation des capitaux propres.

Les notes ou tableaux ci-après font donc partie intégrante des états financiers annuels :

#### **NOTE 1 : REGLES ET METHODES COMPTABLES**

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE  
*Comparabilité des comptes*

PRINCIPALES METHODES COMPTABLES

#### **NOTES SUR LE BILAN**

- Note 2 – Détail des disponibilités
- Note 3 – Analyse des soldes des Etats Membres
- Note 4 – Détail des autres créances
- Note 5 – Détail des charges constatées d'avance
- Note 6 – Détail des immobilisations financières
- Note 7 – Détail des créances à long terme néant
- Note 8 – Etat des immobilisations et amortissements
- Note 9 – Détail des autres dettes
- Note 10 – Détail des avantages du personnel
- Note 11 – Analyse des autres provisions

#### **NOTES SUR LE RESULTAT**

- Note 12 – Etats des abonnements des M.C.
- Note 13 – Détails des autres ventes et autres produits
- Note 14 – Détail charges de personnel
- Note 15 – Détail frais des locaux
- Note 16 – Détail frais de bureau
- Note 17 – Détail des frais de bulletin
- Note 18 – Détail des frais d'impression
- Note 19 – Détail des frais de documentation
- Note 20 – Détail des frais de correspondance
- Note 21 – Détail des frais d'assemblées
- Note 22 – Détail des frais de déplacements
- Note 23 – Détail des gratifications diverses et autres
- Note 24 – Détail des dotations / reprises de provisions
- Note 25 – Détail des produits exceptionnels néant

## **NOTE 1 : REGLES ET METHODES COMPTABLES**

### **FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE**

Il n'existe aucun fait marquant au cours de la période.

#### **Comparabilité des comptes**

La comparabilité des exercices 2005 et 2006 est possible, l'OIML appliquant les normes IPSAS depuis le 1er janvier 2005.

### **REGLES ET METHODES COMPTABLES**

Les états financiers de l'OIML sont établis conformément aux normes comptables internationales pour le secteur public, IPSAS (International Public Sector Accounting Standards), émises par le Comité du secteur public de l'IFAC (International Federation of Accountants). En l'absence de normes IPSAS, ce sont les normes IAS (IFRS) qui sont appliquées.

#### **Monnaie de référence et monnaies de présentation**

Le règlement financier de l'Organisation Internationale de Métrologie Légale révisé au 1<sup>er</sup> janvier 2006 prévoit à son article 2 que l'unité de compte prévue par la convention créant l'OIML est le Franc-Or, dont la parité par rapport au Franc Français est celle qui est indiquée par la Banque de France.

Toutefois, le Règlement (CE) N° 974/98 du Conseil du 3 mai 1998 a remplacé le Franc Français par l'Euro à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1999, et dispose que "Les références aux unités monétaires nationales qui figurent dans des instruments juridiques existant à la fin de la période transitoire doivent être lues comme des références à l'unité euro en appliquant les taux de conversion respectifs." En conséquence, la Banque de France n'a pas maintenu l'unité de compte "Franc-Or".

Compte tenu de ces dispositions, les différents états financiers et états de comptabilité de l'OIML sont tenus en Euros. L'unité de compte restant le Franc-Or, les informations comparatives sont également communiquées.

Sur la base de la dernière valeur du taux de conversion du Franc-Or en Franc français publiée le taux de conversion du Franc-Or (FO) en Euro est de 0,276 619 € (arrondi à 0,27662 € dans les états ci-avant).

#### **Principales méthodes utilisées**

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base de continuité de l'exploitation, de permanence des méthodes d'un exercice à l'autre et d'indépendance des exercices et conformément aux dispositions du règlement financier révisé au 1<sup>er</sup> janvier 2006 (RF).

***Immobilisations corporelles (RF- article 4.1)***

Les terrains et immeubles ainsi que les installations et équipement dont l'OIML est propriétaire sont comptabilisés à leur coût historique diminué des amortissements.

L'amortissement est calculé linéairement de manière à étaler le coût de chaque actif sur la durée d'utilisation estimée comme suit :

* Immeubles :	50 ans
* Agencements, aménagements et installations	5 à 10 ans
* Autres immobilisations corporelles	3 à 10 ans

***Immobilisations incorporelles (RF- article 4.2)***

Le coût des logiciels informatiques, lorsqu'ils constituent des actifs, sont amortis linéairement selon une durée d'utilisation ne pouvant excéder 3 ans.

***Immobilisations financières (RF- article 4.3)***

Les immobilisations financières comprennent notamment les prêts au personnel.

***Instruments financiers (RF article 5)***

Dans les limites qui lui sont fixées par le Comité et sous le contrôle de celui-ci, le Directeur est autorisé à investir les disponibilités de l'Organisation, soit en titres ou effets facilement négociables à court terme dans l'un des pays membres de l'Organisation, soit même en investissements à long terme.

Les intérêts, dividendes, pertes et gains sur les instruments financiers, qu'ils soient réalisés ou non, sont comptabilisés dans les produits et charges du compte de résultat.

Les actifs et passifs financiers sont enregistrés à leur juste valeur à la date de clôture.

***Prestations particulières sur conventions – en-cours (RF article 6)***

Le Bureau peut passer des contrats avec toute organisation Internationale ou Régionale afin d'effectuer sur financement de cette organisation des travaux et prestations particuliers entrant dans le champ de compétence de l'Organisation et conforme à ses objectifs (par exemple traduction de publications de l'OIML dans une autre langue que l'Anglais et le Français). Les objectifs et les conditions de ces contrats devront être préalablement soumis à l'accord du Comité.

Les produits et charges relatifs à une prestation effectuée sur plusieurs exercices, dans le cadre de ces contrats, font l'objet des régularisations comptables appropriées pour satisfaire aux règles de constatation des produits fixées à l'article 8 (constatation des produits : cf. ci-après).

### ***Créances d'exploitation***

Les contributions des Etats Membres en retard lors de la clôture d'un exercice budgétaire seront considérées comme créances de l'Organisation et figureront comme telles à l'actif jusqu'à leur encaissement effectif.

Le cas des Etats défailants sera soumis à la Conférence. Celle-ci pourra décider, soit de leur faire remise de leurs contributions en retard, soit de prononcer leur radiation, si les contributions n'ont pas été réglées pendant trois années ou plus.

En cas de radiation d'un Etat Membre, les créances de l'Organisation vis-à-vis de cet Etat feront l'objet d'une provision pour créance douteuse. Toutefois, ces créances resteront inscrites au bilan, sauf décision de la Conférence de les annuler.

Les avances et acomptes sur des charges de l'exercice suivant (par exemple acomptes versés pour l'organisation de réunions, acomptes sur travaux, etc.), peuvent être inscrits comme créances sur des fournisseurs.

Les avances reçues de clients dans le cadre des contrats visés à l'article 6 sont inscrites sur les comptes "clients" au passif du bilan.

### ***Constatation des produits***

Les produits sont comptabilisés selon les principes de la comptabilité d'engagement.

Les cotisations des Etats Membres et abonnements forfaitaires des Membres Correspondants sont comptabilisées à leur date d'exigibilité, soit la date d'ouverture de l'exercice.

Les produits financiers sont enregistrés dans l'exercice pendant lequel ils ont couru.

Les autres revenus, y compris les remboursements de frais par des tiers sont pris en compte lorsqu'ils sont acquis par l'OIML, soit selon les termes des contrats convenus soit, en l'absence de convention lors de leur encaissement.

Les cotisations des Etats Membres et abonnements forfaitaires des Membres Correspondants correspondant au paiement partiel ou total des sommes dues au titre des exercices suivants, seront inscrits comme dettes de l'Organisation vis-à-vis de ces Membres.

### ***Réserves***

Les résultats annuels, qu'ils soient déficitaires ou bénéficiaires, sont systématiquement affectés en report à nouveau pendant toute la période financière définie à l'article 1. Au terme de chaque période financière, la Conférence décide de l'affectation éventuelle en réserve.

### ***Provisions***

Les provisions sont comptabilisées quand l'OIML est tenue par une obligation juridique ou implicite résultant d'événements passés, dont il est probable que le règlement entraînera un emploi de ressources sans contrepartie probable et lorsqu'une estimation fiable du montant de l'obligation en cause peut être effectuée.

### ***Avantages du personnel***

L'OIML gère un plan de retraite et de prévoyance à prestations définies dans les conditions précisées par les statuts du Personnel du BIML. Les normes IPSAS ne proposant pas, pour l'instant, de norme spécifique pour la comptabilisation des avantages du personnel, la norme IAS 19 telle que révisée en 2002 est appliquée par l'OIML.

Les engagements sont valorisés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Un actuaire indépendant évalue périodiquement la valeur de ces engagements.

En conséquence de l'adoption de ces méthodes comptables par l'OIML, la dette au 31 décembre 2006 a été portée en totalité dans les comptes du 31 décembre 2006.

### ***Emprunts***

L'OIML ne fait pas appel à l'emprunt.

### ***Produits et charges exceptionnels***

Le Directeur du Bureau peut passer par profits et pertes le montant des pertes ou gains des fonds, cession d'actifs, stocks et autres avoirs, à condition qu'un état de toutes ces sommes soit soumis au Comité et à la Conférence - en particulier, seront ainsi pris en compte les écarts entre les contributions théoriques dues par les Etats Membres et leurs versements réels, dans la mesure où ces écarts sont suffisamment faibles et qu'ils ne correspondent pas à des différences de change à constater en charges ou produits financiers

### ***Contributions Volontaires - Dons et Legs***

Le Directeur du Bureau peut accepter des contributions volontaires ainsi que des dons et legs, que ces apports soient ou non en espèces, à condition qu'ils soient offerts à des fins compatibles avec la ligne de conduite, les buts et l'activité de l'Organisation.

L'acceptation des apports qui entraînent, soit directement, soit indirectement des engagements financiers supplémentaires pour l'Organisation doit recevoir au préalable l'accord de la Conférence ou, en cas d'urgence, celui du Comité.

Les apports en biens meubles ou immeubles sont évalués en unités monétaires et inscrits au bilan de l'Organisation.

## NOTES SUR LE BILAN

### *Note 2 – Détail des disponibilités*

	31/12/2006		31/12/2005	
	euros	F.O.	euros	F.O.
Caisse d'Epargne	519 028	1 876 322	719 243	2 600 112
Banque de France	200 375	724 368	149 085	538 953
Chèques Postaux	47 507	171 740	11 778	42 578
Crédit Lyonnais	234 203	846 658	270 372	977 413
Caisse		0	567	2 049
Banque de Berne	8 778	31 733	18 343	66 311
Banque de Berne		0	0	0
Intérêts courus à recevoir	15 002	54 233	19 794	71 558
	<b>1 024 893</b>	<b>3 705 056</b>	<b>1 189 182</b>	<b>4 298 974</b>

### *Note 3 – Analyse des soldes des Etats Membres*

Les créances s'analysent comme suit :

Créances "clients"	31/12/2006		31/12/2005	
	euros	F.O.	euros	F.O.
Etats membres	462 144	1 670 681	407 106	1 471 717
Membres correspondants	49 293	178 196	35 841	129 567
Autres clients	10 285	37 180	21 119	76 346
Factures à établir			4 800	17 352
Provisions dépréciation	-148 183	-535 693	-148 183	-535 693
<b>Total</b>	<b>373 538</b>	<b>1 350 364</b>	<b>320 683</b>	<b>1 159 289</b>
<b>Avances et acomptes</b>	<b>-36 517</b>	<b>-132 014</b>	<b>-50 870</b>	<b>-183 901</b>

*Organisation Internationale de Métrologie Légale*  
Comptes annuels au 31/12/2006

Le détail des créances membres est détaillé ci-après :

	Nature	Année	Créances Etats membres 31 12 2004		Créances Etats membres 31 12 2005		Créances Etats membres 31 12 2006		
			€	F.O.	€	F.O.			
Cameroun	Reliquat	2 002	388	1 403		0		0	
		2 003	12 188	44 060	1 132	4 093	1 132	4 093	
		2 004	12 376	44 740	12 376	44 740	12 376	44 740	
		2 005			12 620	45 622	12 620	45 622	
		2 006					12 880	46 562	
Rép. Pop de Chine		2 005			25 240	91 244	0	0	
R.P.D. de Corée	Reliquat	1 997	11 118	40 191	11 118	40 191	11 118	40 191	(*)
		1 998	11 645	42 096	11 645	42 096	11 645	42 096	(*) (***)
		1 999	11 734	42 420	11 734	42 420	11 734	42 420	(*)
Cuba	Reliquat	2 003	187	676		0		0	
		2 004	12 376	44 740	562	44 740	562	2 032	
		2 005			12 620	44 740		0	
		2 006					12 880	46 562	
Egypte		2 005	12 376	44 740	12 620	45 622	12 620	45 622	(*)
Espagne		1 992	19 576	70 769		0	12 880	46 562	
Ethiopie		2 005			12 620	45 622	12 620	45 622	
		2 006					12 880	46 562	
Grèce		2 005			12 620	45 622		0	
Guinée		1984/89	36 009	130 175	36 009	130 175	36 009	130 175	(**)
Indonésie		2 005			12 620	45 622		0	
								0	
Iran	Reliquat	2 005	24 571	88 824	24 571	88 824	24 571	88 824	
		2 006					25 760	93 124	
Liban		1989/92	35 689	129 018	35 689	129 017	35 689	129 017	(**)
Macédoine		2 005			268	969	268	969	
		2 006					12 880	46 562	
Maroc	Reliquat	2 002	11 829	42 764		0		0	
		2 003	12 188	44 060		0		0	
		2 004	12 376	44 740	12 376	44 740		0	
		2 005			12 620	44 740	12 620	45 622	
		2 006					12 880	46 562	
Pakistan		2 005	12 376	44 740	12 620	45 622		0	
Serbie et Monténégro		2 004	12 376	44 740	12 376	44 740		0	
		2 005			12 620	45 622		0	
Sri Lanka	Reliquat	2 005	5 833	21 088	8 466	30 606	8 466	30 606	
		2 006					12 880	46 562	
Tanzanie	Reliquat	2 004	331	1 195	331	1 195		0	
		2 006			12 620	45 622	12 880	46 562	
Tunisie	Reliquat	N	1 542	5 574	529	1 912	498	1 800	
Zambie		1996/2003	76 486	276 503	76 486	276 501	76 486	276 501	(**)
Kenya	Reliquat	2 006					791	2 860	
Suède		2 006					12 880	46 562	
Danemark		2 006					12 880	46 562	
Albanie		2 006					12 880	46 562	
Algérie		2 006					12 880	46 562	
<b>Solde</b>			<b>345 570</b>	<b>1 249 257</b>	<b>407 107</b>	<b>1 512 662</b>	<b>462 144</b>	<b>1 481 574</b>	

- (\*) Délais de paiement accordés par la Onzième Conférence.  
« En application de l'Article XXIX de la Convention de l'OIML, des délais sont accordés à la République Démocratique Populaire de Corée et à la Zambie pour le paiement de leurs cotisations de 1996 à 1999 ; en conséquence ces deux pays ne seront pas radiés de la liste des Etats Membres de l'OIML à condition que leurs cotisations pour 2000 et les années suivantes soient dûment payées ;... ».
- (\*\*) Etats membres radiés
- (\*\*\*) Etat devenu membre correspondant au cours de l'année 2006.

Les provisions sur créances Membres s'analysent comme suit :

	Année	Provisions 31 12 2005		Provisions 31 12 2006	
		€	F.O.	€	F.O.
Espagne	1 992				
Guinée	1984/89	36 009	130 175	36 009	130 175
Liban	1989/92	35 689	129 018	35 689	129 018
Zambie	1996/2003	76 485	276 503	76 485	276 503
<b>Solde</b>		<b>148 183</b>	<b>535 696</b>	<b>148 183</b>	<b>535 696</b>

***Note 4 – Détail des autres créances***

Les autres créances d'un montant de 27 237 euros comprennent essentiellement des créances de TVA déductible à récupérer sur 2007 et les produits à recevoir au titre de la location du véhicule par l'OIML à M. DUNMILL pour le second semestre (4 k€).

***Note 5 – Détail des charges constatées d'avance***

Les charges constatées d'avance de 7 420 € comprennent principalement des frais de maintenance de logiciel de 1 738 €, des frais de redevances postales de 1 072 €, des frais de locations mobilières pour 2 821 € et des frais d'assurance pour 1 789 € au titre de 2007

**Note 6 – Détail des immobilisations financières**

Ce poste d'un montant de 75 100 euros comprend des dépôts et cautionnement pour 420 euros et des prêts au personnel pour 74 680 euros ventilés comme suit :

en €	31/12/2006	< 1 an	entre 1 et 5 ans	> 5 ans
total	74 680	23 435	46 414	3 128

**Note 7 – Détail des créances à long terme**

Aucune créance n'apparaît à long terme, hormis la part des prêts à plus d'un an (Cf. note 6).

**Note 8 – Etat des immobilisations et amortissements**

en Euros	31-déc-06			31-déc-05		
	Brut	Amts	Net	Brut	Amts	Net
Logiciels	7 091	7 091	0	7 091	4 727	2 364
Constructions	67 230	58 474	8 756	67 230	57 129	10 101
Agencements	239 422	95 905	143 517	212 413	77 728	134 685
Matériel de transport	75 026	32 525	42 501	31 944	21 828	10 116
Matériel de bureau	86 758	57 833	28 925	83 849	43 019	40 830
Matériel informatique	98 508	86 741	11 767	88 294	78 321	9 973
Mobilier	63 081	34 744	28 337	53 268	31 332	21 936
<b>TOTAL 31 12 2006</b>	<b>637 115</b>	<b>373 313</b>	<b>263 802</b>	<b>544 089</b>	<b>314 084</b>	<b>230 005</b>
TOTAL de l'exercice N-1	544 089	314 084	230 005	408 956	263 670	145 286
Variation de l'exercice	<b>93 026</b>	<b>59 229</b>	33 797	<b>135 133</b>	<b>50 414</b>	84 719

L'augmentation du poste immobilisations d'un montant global de 93.026 euros s'explique par les acquisitions suivantes :

- Modulobank – Agencements : 27.008 euros
- Véhicule de tourisme : 43.082 euros
- Divers matériels : 22.936 euros

Aucune cession n'est intervenue au cours de la période.

**Note 9 – Détail des autres dettes**

Les autres dettes sont à échéance à court terme et comprennent les postes suivants :

En Euros	31/12/2006	31/12/2005
Retraite OIML	13 023	12 779
Urssaf	16 702	13 592
Ircantec	3 329	2 460
Caisse retraite Oiml	45 548	22 160
Dettes sociales	<b>78 601</b>	<b>50 991</b>
Avances voiture	1 502	9 062
Fournisseurs FNP	15 151	17 801
<b>Bilan €</b>	<b>95 255</b>	<b>77 853</b>
<b>Bilan F.O.</b>	<b>344 352</b>	<b>281 445</b>

**Note 10 – Détail des avantages du personnel**

Les avantages du personnel comprennent le fonds de retraite pour 1.575.800 euros.

	€	F.O.
Solde au 31/12/2005	1 412 200	808 556
Engagement de retraite au 01.01.2006	1 412 200	808 556
Correction engagement 31 12 2006	50 730	29 045 (*)
Prestations servies sur 2006	50 730	29 045
Dotation de l'exercice 2006	214 600	122 869
Reprise de l'exercice 2006	-51 000	-29 200
<b>Solde au 31/12/2006</b>	<b>1 575 800</b>	<b>902 225</b>

(\*) selon la méthode de "prise en charge directe des écarts actuariels".

**Note 11 – Analyse des autres provisions**

Un litige prud'homal doit passer en formation de départage aux Prud'hommes. Un arrêt de Cour d'Appel de Paris confirme l'application du droit applicable résultant des Statuts du Personnel du BIML. Par conséquent, l'OIML considère à la date d'arrêté des comptes, qu'il n'y a pas lieu de provisionner un montant à ce titre.

## NOTES SUR LE RESULTAT

### Note 12 – Etats des abonnements des Membres Correspondants.

Aucune variation particulière n'est intervenue sur l'exercice (cf. note 13).

### Note 13 – Détails des autres ventes et autres produits

	31/12/2006		31/12/2005	
	€	F.O.	€	F.O.
<b>RECETTES</b>				
<b>Part contrib. Etats membres</b>	<b>1 298 880</b>	<b>4 695 539</b>	<b>1 285 960</b>	<b>4 648 832</b>
<b>Autres recettes</b>	<b>88 943</b>	<b>321 535</b>	<b>162 078</b>	<b>585 925</b>
Abonnement Membres correspondants	55 080	199 118	54 060	195 431
Abonnement Bulletin	5 000	18 075	6 016	21 749
Ventes de publication		0	80	289
Enregistrements certificats OIML	19 275	69 680	26 950	97 426
Remboursement administratif & taxes perçues		0	0	0
Remboursement budget centre de traduction		0	0	0
Do Mc	1 530	5 531	28 000	101 222
Remboursement administratif frais organisation séminaire		0	46 967	169 789
Divers	8 058	29 131	5	19
<b>Reprises de provisions</b>	<b>51 000</b>	<b>184 368</b>	<b>70 307</b>	<b>254 165</b>
Reprise provision risques et charges	51 000	184 368	50 730	183 392
Reprise provisions actifs (note 3) s/ créance Espagne		0	19 577	70 772
<b>Total des autres produits opérationnels</b>	<b>139 943</b>	<b>505 904</b>	<b>232 385</b>	<b>840 089</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>16 438</b>	<b>59 424</b>	<b>21 371</b>	<b>77 257</b>
Intérêts des placements et avance personnel	15 082	54 522	19 831	71 690
Remboursement sur prêts	1 335	4 828	1 868	6 752
Perte / Gain de change	21	74	-328	-1 186
<b>TOTAL RECETTES nettes</b>	<b>1 455 261</b>	<b>5 260 867</b>	<b>1 539 716</b>	<b>5 566 178</b>

Notes 14 à 24 – Détails des charges d'exploitation

DEPENSES	31/12/2006		31/12/2005	
	€	F.O.	€	F.O.
<b>Personnel</b>	<b>1 031 988</b>	<b>3 730 707</b>	<b>927 564</b>	<b>3 353 206</b>
Traitement	747 037	2 700 588	663 884	2 399 987
Indemnités	40 468	146 295	40 488	146 367
Sécurité sociales et charges sociales	218 081	788 376	198 116	716 203
Allocations familiales	26 403	95 447	25 075	90 648
<b>Locaux</b>	<b>67 584</b>	<b>244 321</b>	<b>68 229</b>	<b>246 652</b>
Eclairage	7 219	26 098	6 720	24 295
Sécurité, petits entretiens	8 018	28 984	11 908	43 047
Entretien	46 334	167 500	42 495	153 623
Assurance, impôts	6 013	21 739	7 106	25 687
<b>Frais de bureau</b>	<b>16 755</b>	<b>60 569</b>	<b>10 349</b>	<b>37 412</b>
Papeterie et fournitures	16 755	60 569	10 349	37 412
<b>Bulletin</b>	<b>1 684</b>	<b>6 088</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Impression et expéditions	1 684	6 088	0	0
<b>Impressions</b>	<b>31 948</b>	<b>115 494</b>	<b>51 326</b>	<b>185 548</b>
<b>Documentations</b>	<b>15 218</b>	<b>55 013</b>	<b>20 611</b>	<b>74 511</b>
Abonnement aux revues	1 863	6 734	2 647	9 567
Internet	13 355	48 279	17 965	64 944
<b>Correspondance</b>	<b>11 597</b>	<b>41 922</b>	<b>23 241</b>	<b>84 018</b>
Téléphone, télécopie	4 859	17 565	8 904	32 189
Affranchissement, expéditions	6 738	24 357	14 337	51 830
<b>Frais assemblées</b>	<b>21 495</b>	<b>77 707</b>	<b>81 649</b>	<b>295 166</b>
Locations salles	1 495	5 406	8 735	31 576
Présidence, conférence	20 000	72 301	72 914	263 590
<b>Déplacements</b>	<b>181 405</b>	<b>593 447</b>	<b>277 595</b>	<b>331 407</b>
Voyages et déplacements	111 737	403 938	66 329	239 783
Missions	52 422	189 509	25 345	91 624
Réceptions - séminaires	17 246	62 346	185 921	672 116
<b>Gratifications diverses</b>	<b>40 599</b>	<b>146 769</b>	<b>57 838</b>	<b>209 088</b>
Frais bancaires	1 906	6 892	1 616	5 841
Honoraires	30 368	109 781	49 663	179 535
Frais divers	8 325	30 095	6 559	23 712
<b>Dépenses exceptionnelles</b>	<b>3 349</b>	<b>12 106</b>	<b>38 452</b>	<b>139 006</b>
Pertes créances Etats membres		0	19 577	70 772
Autres	3 349	12 106	18 875	68 234
<b>Dotations</b>	<b>273 829</b>	<b>989 909</b>	<b>214 881</b>	<b>776 809</b>
Dotation fonds de retraite	214 600	775 793	164 467	594 559
Amortissement mobilier et mat	59 229	214 116	50 414	182 250
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>1 697 451</b>	<b>6 074 053</b>	<b>1 771 734</b>	<b>5 732 823</b>

**Note 24 – Détail des dotations / reprises de provisions**

Le total des dotations aux amortissements et aux provisions est de 273 829 euros tandis que les reprises aux amortissements et aux provisions est de 51 000 euros.

Détail des dotations de la période :

en Euros	Dotation de l'exercice	
Logiciels	2 364	
Constructions	1 345	
Agencements	18 177	
Matériel de transport	10 697	
Matériel de bureau	14 814	
Matériel informatique	8 420	
Mobilier	3 412	
<b>total dotation aux amortissements</b>	<b>59 229</b>	(a)
<b>Fonds de pension</b>	<b>214 600</b>	(b)
<b>TOTAL dotations de l'exercice</b>	<b>273 829</b>	(a)+(b)

Les reprises sur provisions concerne le fonds de retraite.

**Note 25 – Détail des produits exceptionnels** néant

**Note 26 – Détail des charges exceptionnelles** néant

**4. Variation des capitaux propres**

	Fonds de roulement	Fonds de réserves	Changement de méthodes comptables de N-1	Resultat	Total
Solde net au 31 décembre 2005	55 324	1 290 114	-805 923	-232 018	307 497
					0
Solde net au 1er janvier 2006	55 324	1 290 114	-805 923	-232 018	307 497
Déficit net de l'exercice				-242 190	-242 190
Solde net au 31 décembre 2006 (euros)	55 324	1 290 114	-805 923	-474 208	65 307
Solde net au 31 décembre 2005 (F. Or)	200 000	4 663 851	-2 913 468	-838 761	1 111 623
Déficit net de l'exercice	0	0	0	-875 534	-875 534
Solde net au 31 décembre 2006 (F.O.)	200 000	4 663 851	-2 913 468	-1 714 295	236 089

## 5. Tableau des flux de trésorerie au 31 décembre 2006

	2006		2005	
	€	F.O	€	F.O
<b>Solde des activités</b>	<b>-242 190</b>	<b>-875 532</b>	<b>-232 018</b>	<b>-838 761</b>
+ / - Dotations nettes aux amortissements et provisions	222 829	805 542	144 574	522 645
<b>= Capacité d'autofinancement</b>	<b>-19 361</b>	<b>-69 990</b>	<b>-87 444</b>	<b>-316 116</b>
+ / - Variation du BFR lié à l'activité	-49 143	-177 656	-114 685	-414 595
<b>= FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE ( D )</b>	<b>-68 504</b>	<b>-247 646</b>	<b>-202 129</b>	<b>-730 711</b>
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-93 026	-336 295	-135 134	-488 519
+ / - Variation des prêts et avances consentis	-2 736	-9 892	39 603	143 166
<b>= FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT ( E )</b>	<b>-95 762</b>	<b>-346 187</b>	<b>-95 532</b>	<b>-345 353</b>
+ / - Autres flux liés aux opérations de financement			63	226
<b>= FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT ( F )</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>63</b>	<b>226</b>
+ / - Incidence des variations des cours des devises ( G )			0	0
<b>= VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE H=(D+E+F+G)</b>	<b>-164 266</b>	<b>-593 833</b>	<b>-297 598</b>	<b>-1 075 838</b>
<b>TRESORERIE D'OUVERTURE ( I )</b>	<b>1 189 182</b>	<b>4 298 973</b>	<b>1 486 780</b>	<b>5 374 811</b>
<b>TRESORERIE DE CLOTURE ( J )</b>	<b>1 024 916</b>	<b>3 705 141</b>	<b>1 189 182</b>	<b>4 298 973</b>
<b>ECART: H-(J-I)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

\*\*\*\*\*